



LA LETTRE D'INFORMATION DE LA PRIMATURE

Avril 2020

005

Primature

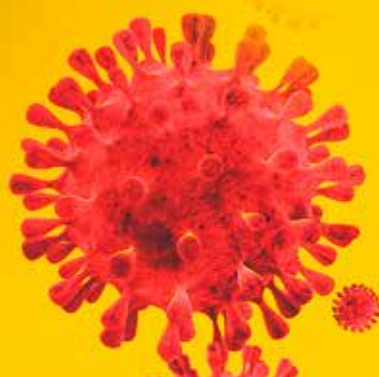
Union

entre Guinéens

COVID-19
 negative



(01) 13123451234566





SOMMAIRE

02 MOT DE L'ÉDITEUR

03 LE PREMIER MINISTRE SUR LE TERRAIN

05 RISPOSTE - COVID-19

09 ANIES

10 PAGE NOIRE

LE MOT DE L'ÉDITEUR

L'HEURE EST À L'UNION SACRÉE DU PEUPLE

On subit l'épreuve de la mort, mais on décide des événements de sa vie ! Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, en parfaite entente avec le Chef de l'État s'est personnellement engagé avec le Gouvernement qu'il dirige dans une lutte sans merci, contre le COVID-19 et ses conséquences économiques et sociales. Il est sur le terrain, et sur tous les fronts, conscient qu'il revient de sa responsabilité de montrer le bon exemple et de consentir les sacrifices nécessaires pour endiguer cette pandémie de COVID-19.

Dr Ibrahima Kassory Fofana invite, une fois encore, toutes les populations à observer scrupuleusement les gestes barrières et les mesures d'hygiène préconisées par l'OMS, le Gouvernement et les autorités sanitaires, sans tomber dans la psychose ou céder à la panique. Si le COVID-19, demeure une préoccupation pour tous, cependant, la vie doit continuer.

Pour donner l'exemple, Dr Ibrahima Kassory Fofana tout en se pliant à

la discipline et à la prudence du moment, remplit ses obligations personnelles et toutes celles liées à ses fonctions de Premier ministre, chef du Gouvernement.

La polémique entretenue sur fond de discrédit des institutions nationales pour le distraire de ces obligations du moment par une certaine opinion n'y pourra rien.

Dans des moments aussi difficile et pénible, chacun doit jouer son rôle de citoyen dans un élan de solidarité sans faille.

Ce qui nous unit est plus fort que ce qui peut nous diviser. Aucun maillon de la chaîne ne doit faiblir car, cette maladie ne fait pas de choix et tout le monde peut en être victime. Ce n'est que par le sens de la responsabilité, par le respect des consignes de sécurité, de la distanciation sociale et de la solidarité que nous pourrons vaincre ce virus.

Le Service de communication de la Primature



LE PREMIER MINISTRE SUR LE TERRAIN

La République de Guinée, comme tous les pays du Monde, est confrontée depuis quelques mois, à un terrible virus inconnu et très contagieux, qui bouleverse les consciences à toutes les échelles puisqu'il provoque l'arrêt de toutes les activités sur la Planète Terre. Dénommée covid-19, cette pandémie ébranle toutes nos certitudes et confine absolument chaque pays dans une autarcie rigoureuse fermée. C'est dans ce contexte chaotique que la Guinée, comme les autres pays du monde, use de toutes ses ressources matérielles, morales, culturelles et humaines, pour éviter la catastrophe.

LE PREMIER MINISTRE LANCE LA CAMPAGNE DE DÉSINFECTION DES MARCHÉS DE CONAKRY

Dans le cadre de la lutte contre la propagation du Covid-19, le Premier ministre a lancé jeudi 9 avril 2020, la campagne de désinfection des marchés de la capitale guinéenne. Lors de cette cérémonie de lancement, Dr Ibrahima Kassory Fofana était accompagné d'une forte délégation composée des membres de son cabinet, des responsables de l'ANIES et de la maire de la Commune de Kaloum.

A cette occasion, il dira : « la présente cérémonie marque le point de départ pour la désinfection de tous les marchés de Conakry. Pour l'heure, l'épicentre de la pandémie est la ville de Conakry. Tout doit donc être fait pour mettre les lieux de regroupement, qui ne sont pas encore confinés, tels que les marchés publics dans des bonnes conditions d'hygiène pour prévenir la contagion communautaire. C'est en cela que l'ANIES a commencé cette opération par le marché Niger de Kaloum. Suivront ensuite les autres marchés de la capitale».



Rappelant les directives du Président de la République visant à arrêter la progression de la maladie, le Premier ministre a indiqué que l'opération en cours permettra de doter les marchés de kits de protection individuels et collectifs.

PREMIER CONSEIL INTERMINISTÉRIEL PAR VISIOCONFÉRENCE



Le Premier ministre, Chef du Gouvernement a présidé mardi 21 avril 2020, le premier conseil interministériel par visio conférence en respect des consignes de distanciation sociale édictées dans le cadre de la lutte contre la propagation du Covid-19.

La démarche visait à poursuivre la continuité numérique de l'administration et permet au Chef du gouvernement et à l'équipe gouvernementale, comme à l'accoutumée, de discuter de divers sujets liés à la vie de la nation. Lors ce conseil, la gestion efficace de la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19 a été largement évoquée.

Désormais, le gouvernement entend mettre à disposition des agents essentiels de l'État cet outil de travail à distance qui sera déployé en collaboration avec le Ministère de la Fonction Publique.

A rappeler que c'est lors de sa dernière adresse à la Nation sur le COVID-19, que le Président de la République Pr Alpha Condé a interpellé les acteurs de la technologie de l'information et de la communication (TIC) pour la création d'un environnement digital sécurisé permettant le travail à distance et à l'administration de fonctionner.

LES MEMBRES DU CONSEIL SCIENTIFIQUE DE RIPOSTE AU COVID-19 REÇUS PAR LE PREMIER MINISTRE



Une semaine après leur mise en place, les membres du Conseil scientifique de riposte au COVID-19 créé par décret du Président de la République ont eu une réunion de prise de contact avec le Premier ministre, Dr Ibrahima Kassory Fofana, le 23 avril 2020.

Les échangés ont porté le rapport que le Conseil a produit neuf jours après son installation, principalement sur les dispositions envisagées dans le cadre de la lutte contre le COVID-19. Les membres du Conseil ont eu droit aux félicitations du Premier ministre pour leur nomination. Il a ensuite enchaîné en disant que l'équipe gouvernementale qu'il dirige sera attentive à toutes les recommandations et propositions du Conseil visant à faciliter les prises de décisions dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.



RIPOSTE ÉCONOMIQUE FACE AU COVID 19

Le Premier ministre a réalisé, le 12 avril dernier, une importante interview avec Vincent Jauvert du journal français l'Obs. Consacrée essentiellement à la crise sanitaire du coronavirus, elle a été pour le Premier ministre, une occasion d'en dresser la situation. Si malgré les mesures de protection préconisées, le pays a connu une progression inquiétante de la maladie, l'interview reste d'actualité.



«En Afrique, nous redoutons à la fois la maladie et la famine»

L'épidémie commence à toucher l'Afrique. Quelle est la situation dans votre pays, l'un des plus pauvres du continent, la Guinée ?

Comme en Europe, la pandémie a été importée en Afrique. La Chine vous l'a refléée, puis vous nous l'avez refléée, via des voyageurs en provenance du Vieux Continent. Aujourd'hui [le 10 avril, NDLR] nous avons 195 cas confirmés, pas de décès, et, pour l'instant, l'épidémie est contenue

à Conakry. Afin d'éviter qu'elle ne se propage, nous avons, le mois dernier, décrété l'état d'urgence et instauré un couvre-feu de 21 heures à 5 heures sur tout le territoire, fermé les lieux de culte, limité le nombre de passagers par véhicule et interdit la circulation en dehors de la capitale, sauf dérogation. Et, dans l'ensemble, les gens respectent ces consignes. La police et l'armée sont là pour les y aider, si nécessaire... les plus affectés. ,

Vous n'avez pas décidé de confiner de la population, comme en Europe ou aux Etats-Unis. Pourquoi ?

Parce qu'il n'est pas possible d'exiger cela de la population ! Plus de la moitié des Guinéens n'ont pas de moyens stables de vivre, seulement de survivre. Les familles se lèvent le matin, dans la journée elles génèrent des revenus, avec lesquels elles achètent la nourriture du jour. Comment confiner dans ces conditions ? Il faudrait que l'Etat prenne en charge un minimum pour que chacun puisse acheter de quoi vivre, mais nous n'en avons pas les moyens.

Redoutez-vous l'arrivée d'une vague ?

S'il n'y a pas de coordination au niveau du continent et de notre voisinage immédiat, si nous ne pouvons mettre en place un programme massif de protection de la population faute d'une aide internationale adéquate, le risque de contagion grave est à craindre.

La population africaine est très jeune, ce qui devrait limiter le nombre de cas graves, non ?

La structure démographique compte mais ce n'est pas déterminant : la statistique nous apprend que, si l'épidémie touche des millions et des millions de gens, les conséquences totales seront vraisemblablement désastreuses.

Quel est, selon vous, le scénario le plus optimiste – et le plus noir ?

La tendance qui se dessine en Europe est, semble-t-il, un ralentissement de la propagation liée à la saison, à l'arrivée de l'été. Quand il fait froid, le virus se répand facilement, quand il fait chaud il se diffuse moins. Or bientôt une partie de l'Afrique va entrer dans la période froide. Donc le scénario optimiste est que l'on règle cette crise d'ici le mois de juin. Mais si ce n'est pas le cas, si l'épidémie continue en pleine saison des pluies, je crains ce scénario noir dont vous parlez.

C'est-à-dire ?

Nous redoutons le schéma européen doublé d'une grande misère compte tenu de l'état de la société et de ses revenus.

Donc une famine...

Oui, une augmentation de la mortalité, due à la fois à la maladie et à la famine.

Pour lutter contre la pandémie, vous êtes un peu moins dépourvus que d'autres Etats africains, puisque vous avez la triste expérience de l'épidémie d'Ebola de 2013 à 2016 qui a tué plus de 2 000 personnes en Guinée.

Oui, nous ne partons pas de zéro, à la différence de la période d'Ebola où nous n'avions rien du tout. A cette époque, pour dépister, il fallait envoyer les échantillons à Dakar ou à Paris. Aujourd'hui nous disposons de quatre centres de dépistage homologués par l'OMS, dont un institut Pasteur créé avec l'aide de la France, et un institut de recherche construit par les Russes. Dès qu'il y a un cas, nous avons les structures de base et un personnel formé, pas assez nombreux, doté de trop peu de moyens, mais c'est mieux que d'autres pays qui n'ont rien. C'est donc grâce à l'expérience d'Ebola que nous avons pu, pour l'instant, limiter la propagation du virus. Nous avons dépisté et confiné pendant quatorze jours les voyageurs contaminés. Depuis nous suivons les 3 000 personnes avec lesquelles elles ont été en contact.

Pour la promotion des gestes barrière, la crise Ebola vous a-t-elle aidé aussi ?

Non, le degré de contamination n'est pas du tout le même. Le Covid est beaucoup plus contagieux. Il faut donc aller plus loin. Il faut porter un masque, se laver les mains autant que faire se peut, éviter de toucher les yeux, les visages...

Y a-t-il assez d'eau propre en Guinée ?

Propre je n'en suis pas sûr, mais de l'eau oui, ce qui est une garantie minimale. Et nous avons entrepris des forages.

Le savon manque, dit-on.

On en distribue beaucoup, à travers le volet social du plan de riposte du gouvernement, des gels aussi... Mais c'est loin d'être suffisant. Quant aux masques, comme en Europe, il n'y en a pas assez.

Vous essayez d'en acheter ?

Comme vous le savez, l'Etat chinois garde le contrôle de la production. On essaye d'en acquérir, il y a quelques bonnes volontés, mais c'est très difficile. Pourtant je leur dis : Si vous regardez l'expérience mondiale de ces dernières

semaines, vous constatez que les masques sont plus efficaces que le confinement. Il suffit de comparer les résultats de Hong Kong avec ceux de l'Europe...

Combien avez-vous de respirateurs ?

Moins d'une vingtaine pour tout le pays. Et notre système de santé est faible. Un autre exemple : nous avons réquisitionné le principal hôpital du pays, récemment rénové, avec 200 lits ; or nous avons déjà presque 200 malades ! Si cet effectif venait à doubler, on aurait beaucoup de difficultés, et s'il triplait nous serions débordés.

Donc vous avez besoin d'une aide très rapidement...

Oui, nous et l'ensemble des pays africains. Nous avons besoin d'équipements de prévention individuelle, d'équipements de soins, de coopération technique pour les traitements...

Le 9 avril, la France a promis une aide de 1,2 milliard d'euros à l'Afrique pour lutter contre le virus, et l'Union Européenne 14 milliards, est-ce suffisant ?

Non, pas du tout : la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique a défini les besoins urgents pour limiter les dégâts de la maladie. Elle a chiffré ce plan d'urgence à 100 milliards de dollars...

La Chine, à laquelle vous avez, ces dernières années, accordé plusieurs concessions minières, vous aide-t-elle ?

Je n'ai encore rien vu sur le plan officiel. Le secteur privé, la société Alibaba en particulier, nous a fourni 20 000 kits de test.

Vous n'êtes pas déçu ?

Je n'irais pas jusque-là... La Chine commence à peine, depuis deux semaines, à sortir de l'épidémie, ils se réorganisent, et ils sont allés porter secours à l'Italie, où l'épidémie s'envolait, alors que chez nous il y avait, il y a dix jours, moins de vingt cas. Je peux comprendre qu'ils se soient concentrés d'abord sur les urgences.

Avez-vous demandé de l'aide aux autorités chinoises ?

Non pas pour le moment. Nous sommes en train de mettre en place notre plan de riposte à la crise qui vient d'être rendu public. A partir de maintenant, nous allons commencer à approcher les différents partenaires bi et multilatéraux.

Que prévoit ce plan ?

C'est un plan de près de 300 millions d'euros qui inclut les volets sanitaires, social et économique. Nous allons déployer un plan d'urgence d'un montant de près de 50 millions d'euros avec une campagne de sensibilisation et la distribution de kits de protection. Notre programme social va également promouvoir des projets à haute intensité de main d'œuvre, des projets d'intérêt public. Par exemple, l'assainissement des villes par le nettoyage des rues. Cela permettra, à la fois, de créer des revenus et de disposer de lieux, des marchés notamment, moins propices à la propagation de la maladie. Il y aura aussi des forages pour améliorer la qualité de l'eau. Enfin, les transferts de cash toucheront, dans un premier temps, environ 1,6 million de personnes pour atténuer le poids de la pauvreté. Concernant la dimension strictement économique, pour beaucoup d'entreprises, notamment dans le tourisme et l'hôtellerie, la situation est dramatique. Afin de leur permettre de survivre, notre plan prévoit un report de certaines dettes fiscales, des subventions directes ou indirectes, des appuis bancaires. Il y a aussi

un report ou une prise en charge par l'Etat de charges telles l'eau, l'électricité.

Le Centre d'Analyse, de Prévision et de Stratégie (CAPS) du Quai d'Orsay estime, dans une note qui a fait grand bruit, que la pandémie pourrait entraîner la déstabilisation de plusieurs régimes africains, dont certains pourraient même s'effondrer. Qu'en pensez-vous ?

J'observe avec beaucoup d'amusement les réactions passionnées autour de cette note. Mais ce sont des gens derrière leur bureau qui font ce genre de prévision. Il ne faut pas y accorder une valeur exagérée.

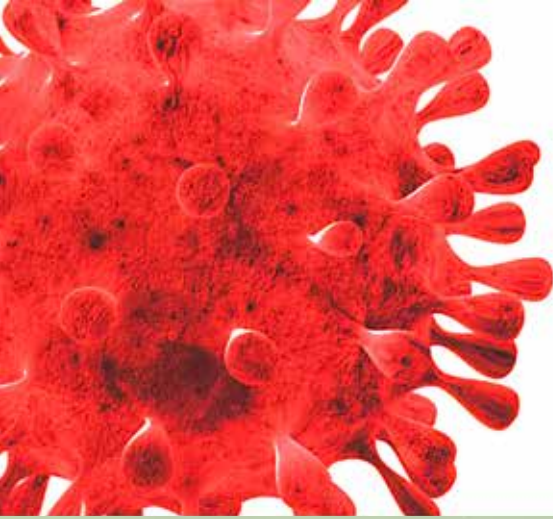
Vous ne redoutez donc pas une déstabilisation ?

Non pas du tout. Le seul vrai risque de déstabilisation, c'est le terrorisme.

Un récent référendum, très contesté par l'opposition, permet au président guinéen, Alpha Condé, de se présenter à un troisième mandat cet automne. La France et les Etats-Unis cherchent, semble-t-il, à convaincre le chef de l'Etat d'y renoncer. Cette situation n'est-elle pas néfaste à l'obtention de cette aide internationale dont vous avez tant besoin ?

La France a dit regretter les conditions du référendum mais je ne crois pas que nous soyons encore à l'ère d'une certaine Françafrique qui déterminait l'orientation des choses sur notre continent...

Interview réalisée par Vincent Jauvert
journal français l'Obs



ANIES

Agence Nationale d'Inclusion Economique et Sociale

L'ANIES MET EN ŒUVRE SON PLAN D'ACTION



Sur instruction du Premier ministre, Dr Ibrahima Kassory Fofana, l'Agence nationale d'inclusion économique et sociale (ANIES), a mis en place un plan d'actions contre le Covid-19. Il est destiné, en priorité, à la population cible de ses programmes de base, à savoir, les personnes les plus vulnérables.

Le plan s'étend sur neuf (9) mois, d'avril à décembre 2020, et se déroulera selon les trois phases suivantes :

La première phase consacrée à l'accompagnement des populations pour minimiser les risques de propagation du virus, à travers la sensibilisation et la distribution de kits sanitaires ;

La deuxième phase destinée à renforcer les actions menées durant la première phase avec la distribution de vivres aux ménages les plus vulnérables, inscrits dans la base de données de l'ANIES ;

La troisième phase dédiée aux transferts monétaires pour 240 000 ménages vulnérables et à la construction de 30 forages pour faciliter l'accès à l'eau potable en zone rurale.

Dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, l'impact de la campagne de l'ANIES est ainsi estimé:

- 1 309 districts et les Communes de la zone spéciale de Conakry;
- 130 900 ménages (plus de 850 000 personnes) se verront distribuer de kits sanitaires et sensibilisation au titre des actions d'urgence ;



PAGE NOIRE

SÉKOU KOUROUMA,
Ministre Secrétaire Général du Gouverne-
ment n'est plus,



LE MESSAGE DE COMPASSION DU PREMIER MINISTRE

UOn le sait, la "mort ne prend pas de rendez-vous et reste notre destination commune». Sékou Kourouma, ministre Secrétaire Général du Gouvernement, nous a quitté aussi dignement qu'il a vécu, ce samedi, 18 avril 2020, dans la soirée. Victime comme tant d'autres, en Guinée et dans le reste du monde d'une pandémie, sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

Ce n'était pas qu'un collaborateur loyal et dévoué dans l'équipe gouvernementale, c'était aussi un ami fidèle et humble, surtout un compagnon de tous les instants et de tous les combats de son Excellence, Monsieur le Président de la République, le professeur Alpha Condé.

En ces instants de deuil, de grande émotion dans le pays, au nom du Gouvernement que j'ai l'honneur de diriger auquel manquera le défunt Sékou Kourouma très engagé pour sa réussite, je voudrais, présenter mes condoléances les plus attristées et émues, à la famille éplorée, au Gouvernement et au peuple de Guinée, au RPG Arc-en ciel, sa famille politique, singulièrement, à son Excellence, Monsieur le Président de la République, le professeur Alpha Condé.

Que l'âme de l'illustre défunt repose en paix et que chacun de nous, au moment où notre foi personnelle est mise à rude épreuve ainsi que la résilience de notre peuple se souvienne de notre ami, collaborateur et compagnon dans ses prières et ses pensées.

« Je garde de lui un homme simple, modeste, ouvert, compétent »

Dr Ibrahima Kassory Fofana
Premier ministre, Chef du Gouvernement

- 240 000 ménages (1,6 million de personnes) bénéficieront de transferts monétaires;
- 1 850 kits sanitaires seront distribués;
- 18 marchés et ports de pêche à Conakry seront désinfectés;
- 30 forages seront réalisés pour un accès à l'eau potable en zone rurale.

L'ANIES a été créée par le Gouvernement guinéen pour répondre, avec l'appui des partenaires techniques et financiers, aux nombreux défis liés à l'inclusion économique, sociale et financière. En 2020, l'objectif du Gouvernement est de consacrer au moins 2% du PIB à la problématique du partage de la prospérité. D'ici à 2025, l'objectif est d'inclure 40% des plus pauvres, soit environ 6 millions de personnes.

Le Premier ministre, Ibrahima Kassory Fofana, procèdera ce jeudi 9 avril 2020 au marché Niger de Kaloum, au lancement officiel du plan d'actions de l'ANIES contre le Covid-19. Ce sera le coup d'envoi d'une campagne qui va concerner les cinq communes de Conakry (Kaloum, Matam, Dixinn, Matoto et Ratoma) et dix préfectures de l'intérieur du pays (Mandiana, Siguiry, Beyla, Lola, Guéckédou, Gaoual, Dinguiraye, Forécariah, Kindia et Koundara). À savoir que le choix de ces préfectures n'est pas fortuit ; elles sont situées à proximité des pays frontaliers à la Guinée, touchés par le Covid-19.

COMITE DE REDACTION

Président

Malick Tidiane Touré, Directeur de cabinet adjoint

Vice Président

Safiatou L. Diallo, cheffe de cabinet

Directeur de la publication

Mamamadou Dian Diallo, conseiller à la communication

Conseiller

Ibrahima Cissé, consultant

Membres

Aboubacar Sidiki Manet

Hady Camara

Maimouna Camara

Alpha Ousmane Barry(consultant)

Infographe

Pierre Haba

Diffusion

Fatoumata Binta Diallo